



Cahiers d'études africaines

183 | 2006
Varia

Migrations, agro-élevage et développement parmi les Minyanka du sud-est du Mali

La construction de l'étranger utile

Peter Hochet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/15324>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.15324

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2006

Pagination : 615-631

ISBN : 978-2-7132-2123-1

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Peter Hochet, « Migrations, agro-élevage et développement parmi les Minyanka du sud-est du Mali », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 183 | 2006, mis en ligne le 01 janvier 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/15324> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.15324

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CEA&ID_NUMPUBLIE=CEA_183&ID_ARTICLE=CEA_183_0615

Migrations, agro-élevage et développement parmi les Minyanka du sud-est du Mali. La construction de l'étranger utile

par Peter HOCHET

| Editions de l'EHESS | *Cahiers d'études africaines*

2006/3 - 183

ISSN 0008-0055 | ISBN 2713221234 | pages 615 à 631

Pour citer cet article :

—Hochet P., Migrations, agro-élevage et développement parmi les Minyanka du sud-est du Mali. La construction de l'étranger utile, *Cahiers d'études africaines* 2006/3, 183, p. 615-631.

Distribution électronique Cairn pour Editions de l'EHESS .

© Editions de l'EHESS . Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Peter Hochet

Migrations, agro-élevage et développement parmi les Minyanka du sud-est du Mali*

La construction de l'étranger utile

Systèmes d'activités et accueil des étrangers

Au Mali, la sécheresse de 1971 a amorcé un flux migratoire pastoral régulier depuis les zones sahéliennes du nord (plateau dogon, Seno, Bendugu, Tombouctou) vers le sud du pays (Ramisch 1999). Dans le Minyankala (sud-est), ce flux a contribué à poser pour les communautés d'agriculteurs la question de leur coexistence et de leur coopération avec les groupes d'éleveurs.

En prolongeant les analyses de Kopytoff (1987), dans les sociétés qui, à l'instar des Minyanka, se sont constituées aux marges de grandes formations sociales — empire bambara de Ségou, royaume sénoufo du Kénédougou, sociétés guerrières du Boobola, royaume de Barani (Jonckers 1988 : 7-15) — les systèmes d'activités peuvent être en partie expliqués par les modalités locales d'intégration des étrangers. De manière idéaltypique, il ressort effectivement que les groupes dominants de telles communautés instaurent des systèmes politiques locaux qui, d'une part, attirent les hommes et les contrôlent en assimilant les étrangers à des parents au moyen d'institution comme

* Les analyses qui suivent sont issues de deux enquêtes ethnographiques conduites en juin-août 2002 et juin-juillet 2003. Elles se sont déroulées dans le village de Kouri, chef-lieu de la commune éponyme située dans le cercle de Yorosso, région de Sikasso, au sud-est du Mali. Le village accueille la sous-préfecture, la mairie, le poste de santé, le plus gros poste de douane du Mali dans ses frontières avec le Burkina Faso. Dans l'étude qui suit « Kouri » renvoi à un groupe de douze villages partageant une histoire commune depuis bien avant la colonisation, dont cinq ont fait l'objet d'enquêtes. Elles ont porté sur l'histoire du peuplement ; sur la description des systèmes d'activités et des pratiques d'accès aux ressources ; sur la reconstitution de cas de conflits. Les deux séjours ont été financés par le Groupe de recherche et d'échange technologique (GRET) et intercoopération dans le cadre de Inco-Dev Claims. Je tiens à remercier Philippe Lavigne Delville, Jean-Pierre Chauveau, Jean-Pierre Jacob et Lacina Ivo pour leurs commentaires ; faiblesses et erreurs restant les miennes.

le tutorat, et, d'autre part, engagent les différents groupes présents dans des relations de complémentarité sociale et économique selon une logique de spécialisation fonctionnelle des tâches (Fay 1994 ; Tamari 1997). Ainsi analysée sous l'angle de l'organisation sociale de la mobilité, la structuration des systèmes d'activités et de la spécialisation professionnelle des groupes sociaux pose la question de la construction sociale de la coopération avec l'étranger. Cette dimension peut être formulée en termes d'utilité à l'édification de la communauté villageoise par un apport technique et/ou démographique (Capron 1973 : 159-200 ; Diallo 1999 : 374 ; Jacob 2004 : 38-40 ; Arnaldi di Balme 2006).

Dans le contexte contemporain du sud-est du Mali, une telle perspective ne peut se passer d'une prise en compte des interventions conduites par les entreprises cotonnières depuis le début du siècle dernier. Qu'il s'agisse de l'Association des cotonniers coloniaux (ACC) dès 1903, de l'Union des cotonniers de l'empire français (UCEF) à partir de 1942, puis de la Compagnie française de développement des fibres textiles (CFDT) en 1946 et de la Compagnie malienne de développement des textiles (CMDT) de 1975 à 1989, le développement de l'agro-élevage à travers la diffusion de l'agriculture attelée a été une stratégie constante d'accroissement de la production du coton¹. Toutefois, en retraçant l'histoire des systèmes d'activités qui se déploient à Kouri, il ressort que les résultats de ces politiques se révélèrent continûment limités, et qu'en revanche l'organisation sociale de l'installation des migrants peuls à partir des années 1970 peut être interprétée comme un facteur de changement socio-économique propice à la réussite différée de ces politiques dans le Minyankala.

Mon hypothèse est celle d'une information réciproque entre le contexte économique local et la construction sociale de la coopération avec les migrants peuls. La succession de politiques de développement conduites depuis 1903 aurait effectivement fourni aux communautés villageoises locales des années 1970 des éléments pour construire l'utilité des étrangers peuls. Réciproquement, les solutions trouvées pour résoudre cette question ont efficacement contribué à compléter les politiques des entreprises cotonnières — et s'avèrent donc avoir participé au déploiement massif de l'association domestique de l'agriculture et de l'élevage.

Dans la première section, je présenterai les grands traits des politiques de développement de l'agro-élevage menées au siècle dernier par la CFDT et la CMDT. Ensuite, je décrirai les modalités de construction de l'utilité des migrants peuls, les solutions d'échanges mises en place avec les agriculteurs

1. Les références bibliographiques concernant les stratégies de développement du coton sont peu synthétiques et sont avant tout des documents de première main : rapports, bilans et synthèses internes des différentes entreprises ; notices de l'Académie d'Agriculture ; élocutions au Congrès annuel des cotonniers ; rapports des administrateurs coloniaux. Je renvoie donc à la bibliographie réunie par Fok (1993b) et, bien qu'il s'agisse de la Côte-d'Ivoire, au travail de BASSETT (2002).

et leurs effets sur l'association de l'agriculture et de l'élevage au sein des exploitations. Dans la troisième section, je tirerai quelques conclusions d'ordre théorique et ethnographique.

Une diffusion sélective de l'agriculture attelée par la CFDT puis la CMDT

La stratégie globale de diffusion des innovations :
un niveau explicite de sélection

De 1946 à 1989, la CFDT puis, à partir de 1975, la CMDT sont caractérisées par une logique commune de développement de la production de coton. Dès sa création, en 1946, la CFDT prend en compte les intérêts des producteurs dans ses stratégies de production. Les objectifs à long terme de l'entreprise étaient notamment l'extension des surfaces cotonnières, l'adoption de la culture attelée par les agriculteurs locaux, la vulgarisation des engrais et des produits phytosanitaires. La réalisation de ces objectifs était fondée sur l'annonce des prix d'achat du coton avant les semis, et sur des crédits sans intérêts pour les intrants (engrais, attelages, produits phytosanitaires) payables au moment de la vente du coton. En déclarant des prix d'achat garantis avant la campagne de commercialisation, l'entreprise permettait aux paysans d'établir leur stratégie de production selon leur propre rationalité économique (aléas climatiques, main-d'œuvre, disponibilité en terres, prêts), et d'investir dans les attelages vendus par l'entreprise et entretenus par les réseaux de forgerons qu'elle soutenait. Cette articulation constitue une convention entre l'entreprise et les agriculteurs pour gérer l'incertitude du marché du coton et inciter ces derniers à innover et à produire davantage (Bassett 2002 : 147-151 ; Fok 1993a : 120).

Michel Fok (*ibid.* : 71) montre que les méthodes de diffusion des innovations des deux entreprises reposaient sur la progressivité, la sélection et la réciprocité. Après une phase de sensibilisation aux innovations techniques possibles, la méthode progressive laissait aux agriculteurs le choix des techniques à employer. Cette méthode était couplée à une sélection des exploitations les plus performantes. Si bien que les deux procédés aboutirent à la sélection des acteurs qui étaient dans les conditions sociales leur permettant de s'intéresser aux innovations et d'y investir. En effet, le coton demande beaucoup de main-d'œuvre pour la récolte, la possibilité de pratiquer des cultures de rapport sur les parcelles exploitées, et une surface exploitable suffisamment grande pour continuer de cultiver les céréales vivrières. Les caractéristiques foncières de l'exploitation, ainsi que la disponibilité et la capacité de mobilisation de la main-d'œuvre familiale sont dès lors des conditions déterminantes.

Ainsi, chez les Minyanka, un cadet disposant de son champ personnel (*djonkani*), dont la production est contrôlée par son chef de lignage et sur

lequel il travaille seulement avec les membres de son ménage, investira plus difficilement dans le coton pour s'équiper qu'un chef de lignage (*gbun folo*) disposant de la main-d'œuvre lignagère sur les champs familiaux (*foroba*) qui tendent à se confondre avec son patrimoine personnel. Par ailleurs, un migrant, dont les parcelles exploitées varient au gré des besoins en jachère et en surface cultivée du lignage dont le conseil de famille lui a autorisé un usage temporaire sur des parcelles du patrimoine, investira plus difficilement dans la culture du coton alors qu'il n'est pas assuré d'avoir une surface suffisante pour le mil qui nourrit son ménage.

Enfin, la stratégie de réciprocité avec les villages (par exemple, l'entreprise construisait un marché contre la réfection des pistes par les villageois) favorisait les villages au sein desquels existaient des cadres de travail collectif pour réaliser les infrastructures ou la réelle obéissance des paysans à la chefferie qui diffuse les propositions de l'entreprise².

La logique et les méthodes de la CFDT puis de la CMDT laissent donc entrevoir une sélection socio-économique des exploitations et une sélection politique des villages à même de recevoir les appuis et les innovations en matière de production du coton. Nous allons voir que dans la réalisation de leur logique, les projets des deux entreprises aboutissent à un second niveau de sélection, qui permet de préciser l'explication d'une faible diffusion de la culture attelée et de l'agro-élevage.

Les pratiques de diffusion de l'agriculture attelée : un bilan mitigé

Au début des années 1960, des stratégies spécifiques sont mises en place pour améliorer la productivité des exploitations cotonnières par l'association de l'agriculture et de l'élevage (Fok 1993a : 70). En 1967, un projet spécial de la CFDT est financé par le Fonds européen de développement (FED) à Fana. Ce projet marque « [...] le démarrage de la prise en compte d'une réelle association agriculture/élevage qui sera une composante importante des projets futurs » (*ibid.* : 80). Le projet mit en place les infrastructures et les services nécessaires à l'entretien des cheptels, tout en invitant les paysans à acquérir des araires selon le système de prêts décrit plus haut.

En 1976, les acquis du projet FED de la CFDT furent pérennisés et renforcés par le projet Mali Sud de la CMDT selon trois axes. D'abord, le soutien des associations locales de forgerons dans la fabrication et l'entretien des araires et des trains de roues. C'est l'intervention qui a le mieux fonctionné, dans la mesure où, aujourd'hui encore, de nombreux forgerons de Kouri fabriquent uniquement des attelages et l'on trouve au marché un important quartier de vendeurs d'araires en acier. Ensuite, pour toucher les paysans

2. Bien avant la CMDT et la CFDT, en 1903, ce dernier point a été un des premiers soucis de l'ACC en s'alliant avec San et Koutiala plutôt qu'avec Bougouni dont la chefferie n'avait pas une réelle autorité sur les villageois.

modestes, un prêt sans intérêts pour l'équipement en attelage conditionné à la culture du maïs commercial fut mis en place selon des modalités plus avantageuses que les conditions normales de vente des intrants.

Par exemple, à Kouri, le maïs était traditionnellement cultivé en tant que céréale vivrière sur les champs familiaux (*foroba*) contrôlés par le chef de lignage. Les paysans furent d'abord réticents à l'idée de commercialiser le maïs. Puis, les plus modestes d'entre eux pressentirent que la vente de cette céréale récoltée en septembre pouvait permettre d'amortir une partie des dépenses éventuellement engagées dans la culture du coton et de nourrir la famille pendant la période de soudure. Cette possibilité de commercialiser le maïs conduit alors les chefs de lignages modestes à en cultiver davantage sur les *foroba* pour toute la famille. Ce qui, cependant, augmente le travail familial et déplaît aux cadets qui n'ont plus le temps de travailler sur leurs champs personnels (voir Jonckers 1987 : 187).

Malgré quelques tensions intrafamiliales, les avantages créés par la vente du maïs ouvrirent donc les portes des prêts à l'investissement dans les araires aux paysans modestes. Enfin, la prophylaxie concernant les animaux de trait fut systématisée. Cet aspect de la stratégie de Mali-Sud est le seul qui concerne directement les bœufs, sans qu'il y ait cependant de politique d'aide à l'acquisition. La systématisation de la prophylaxie encourageait les paysans qui le pouvaient à investir leurs revenus dans des troupeaux et leur permettait l'entretien de plusieurs paires de bœufs. Bien que cette intervention ne concernât pas l'acquisition de bœufs de labour par les paysans, elle renforça les exploitations qui pratiquaient déjà l'agriculture attelée et la thésauroisation.

Suite à une séparation des activités de développement et des activités industrielles de la CMDT, le projet Mali-Sud se termine en 1989, et entraîne la fin des opérations d'incitation des agriculteurs à la production. Peu à peu, les prêts au financement des intrants sont abandonnés, l'annonce des prix n'est plus garantie et le renforcement des capacités organisationnelles des producteurs est mis de côté. À Kouri perdurent les chefs des zones d'animation et d'expansion rurale (ZAER) qui aident à la gestion des variétés et des superficies à cultiver, et des quantités d'engrais. Depuis 2000, face à la chute progressive du prix du coton, ils conseillent aux paysans de réduire les engrais et les pesticides pour augmenter leurs bénéfices. En contrepartie, ils leur proposent d'associer l'agriculture et l'élevage en possédant une dizaine de têtes et en pratiquant la jachère pour reposer la terre et l'enrichir par la fumure organique. Ainsi, une part importante des activités d'organisation, de gestion et de développement de la filière au niveau local repose aujourd'hui sur les Associations villageoises (AV)³.

3. Mises en place en 1974, mais véritablement systématisées en 1983 et 1984 dans le cadre de Mali-Sud, les AV sont des organisations de producteurs de coton auxquelles sont délégués les opérations de commercialisation de base et le recouvrement des prêts.

Il ressort que de 1946 à 1989 les stratégies et les méthodes de diffusion de l'agriculture attelée conduisirent davantage à une sélection qu'à une vulgarisation. Le fait de conditionner l'aide à l'acquisition d'attelage à la culture du coton écartait d'emblée les exploitations qui ne disposaient pas suffisamment de main-d'œuvre familiale et de la capacité foncière nécessaire. Malgré une ouverture des prêts aux exploitations les plus modestes avec le commerce du maïs et de réels projets d'association agriculture/élevage mettant en place des infrastructures d'entretien des troupeaux, rien ne fut concrètement mis en œuvre pour faciliter l'acquisition des bœufs de labour.

Dans la région de Kouri, alors que des mécanismes financiers, de conseils et d'appui technique ont été efficacement mis en place pour inciter l'usage et faciliter l'acquisition d'araires, l'acquisition des bœufs de labour n'a pas été l'objet d'une politique offensive de la part des entreprises cotonnières. Bien que les données que j'ai recueillies et l'économie de cet article ne me permettent pas de développer des explications précises sur les raisons profondes de cette lacune, une partie de celles-ci pourrait être trouvée dans le processus de sélection mis en place par les deux entreprises. Au plan stratégique, il apparaît nettement que les entreprises ne se sont d'abord intéressées qu'aux « développables », c'est-à-dire aux exploitations les plus riches — celles qui, dans la logique de l'économie rurale locale, possédaient déjà des bœufs au titre d'épargne et d'expression de la richesse (Jonckers 1988). Une telle situation favorise un mécanisme cognitif de « tri temporel » (March & Olsen 1989) : ne s'intéressant qu'aux exploitations qui finalement possédaient des bœufs, les développeurs de l'époque n'identifièrent pas l'acquisition des bœufs comme un problème et se posèrent en revanche, de manière accrue, la question de la diffusion des araires. Il me semble qu'à côté de la sélection stratégique opérée initialement, cette absence de problématisation et donc d'aide à l'acquisition des bœufs de labour introduit un second niveau de sélection parmi les exploitations qui ne favorisent pas la diffusion massive de l'agriculture attelée et de l'agro-élevage.

Cependant, nous allons voir qu'en retour les incitations à l'usage des attelages et les limites mêmes de la diffusion de cette innovation créent dans les communautés d'agriculteurs de Kouri et des villages alentour une demande qui sera propice à la construction de l'utilité des migrants peuls.

L'installation des Peuls et la construction sociale de leur utilité dans les années 1970

Suite à la sécheresse de 1971, de nombreux éleveurs et agro-pasteurs peuls sont descendus du nord du Mali déplacer leurs troupeaux vers les pâturages du sud-est du pays. L'ampleur de ce mouvement est telle que selon Joshua Ramisch (1999 : 1) dès « [...] 1985 more cattle were found in the south than in the formerly pre-eminent grazing area of the Niger Delta », le territoire

traditionnel des éleveurs peuls. Ces migrations pastorales ont d'abord eu deux conséquences directes à Kouri : les axes de transhumance ont été pérennisés par l'usage avec les déplacements réguliers depuis San et vers le Burkina Faso, et de nombreux campements peuls se sont installés.

Les Peuls présents dans la région de Kouri se revendiquent de trois groupes différents : les Bendugu, qui ne parlent pas le fulfulde⁴ et viennent de San et Tominian ; les Seno, qui viennent des environs de Bankass et de la frontière burkinabè ; les Gimbala, qui viennent de la région de Tombouctou. Chaque groupe a un système d'activités et des modes d'organisation socio-politiques quelque peu différents sur la base desquels il fonde son identité et ses relations d'évitement et de coopération : les Peuls du groupe seno-bendugu pratiquent l'agro-élevage et sont installés dans des campements, et se distinguent des Peuls Gimbala qui sont de purs éleveurs installés dans un des quartiers de Kouri.

L'accueil des migrants peuls : *jatigiya* et construction de l'utilité

Le croisement des entretiens avec les premiers migrants peuls et les Minyanka qui eurent à les accueillir met en évidence que ces derniers se sont référés à un principe « d'accueil des étrangers » exprimé par la notion de *jatigiya*. Pour la plupart d'entre eux, la mise en œuvre de cette notion se fonde sur les justifications récurrentes suivantes : la paix entre les personnes renvoyant au bon voisinage (*sigi bé du diya*) ; la pitié au sens d'une empathie qui pousse à donner la subsistance ; l'idée selon laquelle la parole de l'étranger a toujours quelque chose à enseigner (*dunan ka kuma bè akili di mogo ma*) ; la conscience que les ancêtres qui ont construit les villages minyanka venaient eux-mêmes d'ailleurs.

Un tel principe d'accueil fondé sur la paix, la subsistance et l'utilité n'est pas spécifique aux Minyanka du Mali. Il semble au contraire participer d'un modèle d'organisation sociale de la mobilité commun aux sociétés paysannes lignagères d'Afrique de l'Ouest (Chauveau *et al.* 2004). Par exemple, en basse Côte-d'Ivoire l'accueil et le tutorat forment une institution principalement agraire qui a pris des formes plus individualisées dans le contexte de l'économie de plantation (Chauveau 2006). À Kouri, l'accueil des pasteurs fut davantage médiatisé par la société locale et pris en charge par les autorités. Ainsi, la pratique qui revient le plus régulièrement est celle d'une installation par le chef de village sur une brousse aux confins — nord, le plus souvent — du territoire avec la garantie que, tant que cela est possible, la brousse désignée est soustraite au défrichement agricole. L'installation des campements peuls suppose ainsi des accords intervillageois pour permettre aux Peuls de déplacer leurs troupeaux et d'accéder aux pâturages et aux points d'eau inégalement répartis entre les villages.

4. La langue des Peuls d'Afrique de l'Ouest.

Les Peuls furent donc l'objet d'une intégration de niveau villageois à travers la chefferie et de niveau intervillageois à travers l'entente entre les chefferies.

Toutefois, s'est posée la double question — d'ailleurs consubstantielle au principe de l'accueil (Chauveau 2006 : 3) — des obligations des Peuls envers la communauté minyanka et leurs hôtes (*jatigi*), et la pérennisation de leurs relations. La résolution ne semble pas s'être déroulée selon des mécanismes institutionnels préétablis, mais selon des modalités locales originales. Ainsi, le recoupement des entretiens montre que les deux groupes eurent à faire face à deux enjeux pour construire le contenu de leurs relations d'accueil : l'absence de relations sociales préalablement institutionnalisées entre eux et le peu d'intérêt des Minyanka pour les produits et les services des Peuls.

En effet, historiquement, les relations d'accueil entre les Peuls et les autres groupes sont sous-tendues par des institutions telles que la captivité (De Bruijn 2000) ou la parenté à plaisanterie (*senankunya*). C'est dans le cadre de ces relations que les Peuls organisaient leur propre mobilité et maintenaient des échanges de produits et de services avec les groupes d'agriculteurs, comme le montre par ailleurs l'intégration ancienne des Peuls-Fulbe en pays bwa burkinabè (Diallo 1997 : 54-59). Or, à Kouri, malgré un réel principe d'accueil (*jatigiya*) la rencontre entre les deux groupes s'est réalisée dans un contexte de simple juxtaposition des systèmes d'activités, sans que les bases de leur coopération ne soient inscrites dans des relations sociales anciennes et préalablement institutionnalisées. Les discussions avec les éleveurs peuls révèlent que lorsqu'ils sont arrivés dans le Minyankala, leur premier réflexe a été de s'inscrire dans les modes coutumiers d'échanges entre agriculteurs et éleveurs : l'échange de lait et le gardiennage. Ils proposèrent aussi des contrats de fumure. Mais les Minyanka restèrent tout à fait perplexes tant sur les bienfaits du lait pour eux-mêmes que sur les bienfaits de la fumure organique pour leurs champs. À cette époque, les Minyanka considèrent que la fumure organique favorise l'enherbement et préfèrent enrichir leurs champs en brûlant les résidus de récolte. En même temps, leur économie domestique ne reposait pas suffisamment sur les bœufs pour leur permettre d'en externaliser l'entretien en ayant recours à une main-d'œuvre extrafamiliale.

En revanche, mes interlocuteurs des deux groupes mentionnent que, par élimination des échanges possibles entre eux, ils en sont venus à découvrir un objet commun dans les bœufs de labour. Ainsi, lorsque les Peuls reviennent sur les éléments qui, d'après eux, ont permis leur installation à Kouri, ils mentionnent le plus fréquemment : la sécheresse qui les a chassés du Nord mais qui a assaini les marécages du Minyankala ; le fait qu'ils sont souvent passés dans la région durant les transhumances de leur jeunesse et qu'ils connaissaient la bonté de ses habitants ; l'espace disponible à l'époque ; l'intérêt des Minyanka pour les bœufs de labour. De la même manière, selon les termes des Minyanka, ils étaient effectivement peu sensibles aux services et produits des Peuls. Si bien que les deux groupes n'envisagèrent pas leur

coopération selon des échanges de produits, ou des contrats de fumure et de gardiennage, mais à propos des besoins croissants des agriculteurs en bœufs de labour, apparus avec les limites des politiques menées par la CFDT et la CMDT pour développer l'agriculture attelée.

La situation décrite par les propos des premiers migrants peuls et des Minyanka qui les accueillirent recoupe les conclusions de Diallo et Schlee (2000 : 242). Ces derniers soulignent que l'échange de lait contre des céréales et le gardiennage semblent être des modes d'échanges plutôt anciens entre agriculteurs et éleveurs, tandis que les contrats de fumure et les prêts de bœufs de labour apparaissent dans le contexte récent de l'intensification de l'agriculture. Dans le cas de Kouri, on voit bien comment le principe d'accueil des étrangers incite les groupes à construire des relations de coopération et d'échange selon les conditions matérielles du moment et le style économique propre aux communautés locales. La pérennisation de l'installation des Peuls et la mise en place de la coopération entre les deux groupes résultent de l'articulation entre le principe d'accueil des étrangers, qui fournit un cadre moral favorable à la coopération — en tant que participation à la construction de la communauté d'accueil — et la demande des Minyanka en bœufs de labour stimulée par les dynamiques impulsées par les entreprises cotonnières. Une articulation que je décrirais comme un moment de construction de l'utilité technique des Peuls pour les communautés d'agriculteurs.

La mise en œuvre de l'utilité : bœufs de labour et réciprocité

La mise en œuvre de l'utilité des Peuls aux communautés minyanka dans les années 1970-1980 repose sur un processus de réciprocité. Il me semble effectivement que « providing gifts and enacting reciprocity are tactical acts that extend the base to persons outside community. [...] Not a rule but a process, reciprocity is one way of groping with uncertainty at the limits of a community... Reciprocity involves the exchanges of base — or things, people, and their parts — between persons of different communities. Falling in the sphere of communal transactions, it is never about objects alone but relationships forged through them » (Gudeman 2001 : 80-81)⁵. Ainsi, il faut voir le prêt de bœufs de labour comme une forme concrète de l'obligation qu'ont les Peuls de participer à la construction de la société qui les accueille. Il s'agit bien pour eux de prêter des bœufs de labour aux Minyanka *en retour* de leur installation sur le territoire de ces derniers. Ce retour permet de fonder la réciprocité nécessaire à la pérennisation de leurs relations intercommunautaires. Mais, en deçà de ce niveau général ou moral, la réciprocité organise par ailleurs les échanges interindividuels selon deux logiques.

5. « *Base* » ou « *foundation* » signifie chez l'auteur l'ensemble de biens communs matériels et symboliques qui constituent une société et contribuent à sa production-reproduction. Le concept inclut les institutions chargées de maintenir ces biens et la théorie locale de l'économie y afférant (GUDEMAN 1986, 2002 : 1-24).

Pour les caractériser, j'ai repris le vocabulaire de la théorie du don qui distingue le *don* du *contre-don*⁶. Effectivement, les travaux réunis par Marcel Mauss au milieu des années 1920 lui avaient permis de définir le *don* comme « les échanges et les contrats [qui] se font sous la forme de cadeaux en théorie volontaires mais en réalité obligatoirement faits et rendus » (Mauss 1985 : 147). Godelier (1997) souligne qu'il s'agit dans le *don* de donner, recevoir et rendre selon un cycle dans lequel la dette entre les deux parties est annulée par l'équivalence entre ce qui est donné et ce qui est rendu. La contrepartie est clairement définie et le retour programmé dans le temps.

Ainsi, à Kouri, un agropasteur bendugu me relate qu'au début de son installation il prêtait volontiers ses bœufs. Mais chaque année il avait des problèmes parce que les agriculteurs comprenaient ce prêt comme un don [au sens commun]. Quand il voulait reprendre ses animaux, il lui fallait réclamer et discuter avec les agriculteurs. Aujourd'hui qu'il est installé, c'est-à-dire qu'il cultive ses terres tout en entretenant son troupeau, quand un agriculteur lui demande une paire de bœufs, il réclame qu'en échange l'agriculteur vienne lui labourer ses champs.

À côté de ces échanges dont la temporalité est préalablement convenue, il y a des échanges au cycle plus aléatoire, ou, à tout le moins, plus étendu. Pour Annette B. Weiner (1994), le cycle du *contre-don* est établi de manière à laisser la contrepartie libre dans le temps et dans sa nature. Il ne s'agirait pas tant de rendre que de *re-donner*. Il y a dans ce type d'échange une logique d'ambivalence qui demande, de la part de celui qui reçoit, une interprétation du don et une évaluation de la relation sociale envisagée par le donateur.

Par exemple, installé à Kouri dans les années 1970, Sangaré reçoit un jour la visite d'un agriculteur auquel il ne restait qu'un seul bœuf. L'agriculteur lui expose sa situation et lui dit qu'il est venu lui demander si dans ces conditions il pourrait lui prêter un animal. Sangaré lui répond qu'il n'y a pas de problème : « Si tu arrives à dresser un animal, je te le prêterai au titre d'un service. » Il n'y a pas de conditions particulières à ce prêt sinon que le bœuf doit être rendu en bonne santé. Mais, quelques mois plus tard, après la récolte, l'agro-éleveur remercie Sangaré en lui octroyant le droit de venir faire pâturer ses animaux sur ses résidus de récolte.

La juxtaposition des pratiques de don et de contre-don montre dans quelle mesure le modèle de la réciprocité structure autant le contexte social

6. Les différentes théories anthropologiques de l'échange mériteraient une discussion plus approfondie. Cependant, la synthèse théorique de GODBOUT (1992 : 37-144) généralisant le don à toutes les sociétés et, comme « fait social total », à la totalité de la société, et celle plus ethnographique de GODELIER (1997 : 19-147) — qui renvoie aux travaux de MAUSS, MALINOWSKI, LÉVI-STRAUSS et WEINER (1985) — me semblent rendre compte du « don » comme un concept qui permet de décrire les relations dans lesquelles l'échange de bien matériel et la coopération sont liés à des répertoires de normes qui ne sont pas spécifiquement économiques et marchands.

général dans lequel Peuls et Minyanka coopèrent (l'installation des Peuls suppose, en retour, leur participation à la construction de la société) que les échanges concrets noués par les individus (en retour des bœufs prêtés par les Peuls, les Minyanka rendent des services et/ou leur permettent d'accéder aux ressources qu'ils contrôlent : résidus de récolte, points d'eau, jachère). Une telle situation plaide en faveur d'une définition de la réciprocité liée aux bœufs de labour comme modèle structurant de la mise en œuvre de l'accueil des Peuls par les Minyanka au cours des années 1970-1980.

À ce stade, nous allons voir que la réciprocité découlant de l'accueil des Peuls au titre d'étrangers utiles n'aura pas uniquement une fonction sociale de pérennisation des relations, mais aussi une fonction économique de développement massif de l'agriculture attelée et, par la suite, de généralisation de l'association domestique de l'agriculture et de l'élevage.

Les conséquences de l'utilité technique des Peuls :
la diffusion massive de l'agriculture attelée
et de l'agro-élevage domestique

La réciprocité entre Peuls et Minyanka, incitée par le principe d'accueil des étrangers de la société minyanka et alimentée par les impulsions et les lacunes des politiques des entreprises cotonnières, a en partie contribué à combler ces mêmes lacunes et a favorisé la diffusion massive de l'association agriculture/élevage chez les agriculteurs minyanka.

Effectivement, depuis 1946, les paysans minyanka ont été sensibilisés à l'agriculture attelée et à la culture du coton, tant par les agents de la CMDT qu'en pouvant juger par eux-mêmes des avantages et des inconvénients de ces innovations chez leurs voisins et parents qui les adoptèrent. Cependant, les facilités financières offertes ne concernaient que les attelages, qui aujourd'hui encore coûtent trois fois moins cher (35 à 50 000 francs CFA) qu'une paire de bœufs (150 à 200 000 francs CFA). Seuls les paysans aisés ou bénéficiant d'un réseau de connaissances leur permettant d'obtenir des crédits sur l'achat de bœufs pouvaient soutenir cet investissement. L'achat des bœufs de labour était le poste financier le plus lourd des investissements dans l'agriculture attelée et le coton, alors même qu'aucune politique d'acquisition ne fut mise en place. Ainsi, comme nous l'avons vu, lorsque les agropasteurs peuls migrent dans la région, ils rencontrent l'intérêt certain des paysans minyanka pour les bœufs de labour.

A posteriori, il semble bien que, pour les agriculteurs, pouvoir bénéficier d'une force de travail gratuite — en termes monétaires — permet de lancer ou de relancer la production de coton de l'exploitation familiale. Lorsque l'augmentation des surfaces est possible, la disponibilité des bœufs tout au long de la campagne de production du coton leur permet une baisse sensible du ratio main-d'œuvre/superficie au moment des labours et du sarclage.

Ensuite, pour la récolte, ils peuvent compter sur une association de culture qui sera rétribuée par les revenus du coton cultivé sur les surfaces gagnées grâce aux araires et aux bœufs. D'après moi, la gratuité de l'intrant en bœufs de labour a dynamisé la production et l'équipement des exploitations modestes, si bien qu'aujourd'hui l'agriculture attelée est pratiquée par tous les agriculteurs. Mises à part celles qui sont extrêmement pauvres toutes les concessions possèdent des bœufs de labour (Hochet 2005 : 41-47).

On observe trois types de troupeaux issus de la rencontre entre les migrations peules et les politiques des entreprises cotonnières. D'abord, les troupeaux d'attelage qui sont particulièrement liés à la généralisation de l'agro-élevage selon les conditions que nous avons vues. Ils sont constitués des têtes acquises par les agro-éleveurs pour tracter les attelages dans le cadre de la culture du coton et/ou de l'intensification de la production de leur exploitation. Ensuite, les cheptels de prestige et pastoraux des Peuls qui séjournent autour de Kouri durant l'hivernage partent en transhumance vers le sud-ouest du Burkina Faso durant la saison sèche. Enfin, les cheptels de thésaurisation qui ont deux origines. D'une part, les bœufs restent pour les paysans d'Afrique de l'Ouest un mode privilégié de sécurisation du capital (Pouillon 1988), et, d'autre part, pour les paysans les plus riches le système d'incitation mis en place par la CFDT, puis la CMDT a fait que « [...] l'accumulation ne se concrétise pas seulement sous forme de matériel de culture attelée, mais aussi en bétail de trait ou de thésaurisation » (Fok 1993a : 131). Par ailleurs, les paysans cotonniers acquièrent aujourd'hui des bovins pour prévenir le contrecoup de l'évolution incertaine du prix d'achat des céréales et du coton aux producteurs, et la fin des appuis de la CMDT. En somme, dans une logique de patrimonialisation et de sécurisation du capital, les Minyanka investissent leurs rentes dans les bœufs et constituent des troupeaux de thésaurisation qui se placent aujourd'hui dans les quinze plus grands troupeaux de Kouri.

Le principe d'accueil des étrangers et les obligations qui lui sont consubstantielles ont incité Peuls et Minyanka à fonder des relations d'échanges et de réciprocité entre eux qui aboutissent *in fine* à la mise en place d'un système d'activités nouveau. Pour reprendre le vocabulaire de la sociologie des conventions (Boltanski & Thévenot 1991), ce principe et l'incitation à la réciprocité qu'il produit contribuent à l'organisation d'un système local d'action collective locale dans le cadre de la construction et du déploiement de la cité politique et économique (Jacob 2004 ; Arnaldi di Balme 2006 ; Hochet & Jacob à paraître). Cependant, la relation n'est pas mécanique. On voit bien que dans le cas de Kouri il n'y avait pas de relations historiques entre les deux groupes. Ce sont plutôt les défaillances fortuites du contexte économique immédiat structuré par les politiques cotonnières qui ont fourni les éléments nécessaires à la mobilisation du principe et à l'organisation de la réciprocité permettant de construire et de déployer la cité.

Politiques de développement, migrations peules et accueil des étrangers : le déploiement de la cité

Mon hypothèse générale était que l'organisation sociale de la mobilité et de l'intégration des étrangers par les communautés paysannes pouvait expliquer l'émergence de l'association domestique de l'agriculture et de l'élevage dans le Minyankala, mais que cette explication devait intégrer les politiques de développement menées dans la région, notamment depuis 1946. En termes d'anthropologie générale, une telle hypothèse renvoie, finalement, à la théorie de l'enchâssement social de l'économie (Polanyi 1944) : dans les sociétés paysannes lignagères, les relations économiques n'étant pas autonomes des autres relations sociales, les systèmes d'activités et leurs dynamiques peuvent s'expliquer par les dynamiques sociales et politiques.

Au cours de l'étude, nous avons vu se déployer une situation d'interactions entre des choix de société (principe d'accueil des étrangers), des dynamiques sociales (migrations peules) et des dynamiques économiques impulsées de l'extérieur (politiques cotonnières) qui ont eu comme effets locaux l'intégration des Peuls, la diffusion massive de l'agriculture attelée et le développement de l'agro-élevage domestique. Concrètement, dans un contexte sociopolitique marqué par une absence de relations sociales historiques entre les deux groupes, les dynamiques et les lacunes des politiques des entreprises cotonnières ont permis d'alimenter la construction de l'utilité des Peuls aux Minyanka. Ceci dans le cadre de l'accueil des étrangers prévu par la société et les autorités villageoises. En retour, l'organisation de la réciprocité autour des bœufs de labour, tant au niveau général — la participation à la construction de la cité — qu'au niveau interindividuel — l'échange de biens et de services — a, en partie, permis la diffusion massive de l'agriculture attelée et de l'association domestique de l'agriculture et de l'élevage chez les paysans minyanka. Notamment en comblant les lacunes des politiques cotonnières en matière d'accès aux bœufs.

Ces résultats plaident pour une analyse conjointe des dynamiques économiques et des principes sociaux qui sous-tendent l'organisation de l'action collective. Mais il ne s'agit pas d'une explication par la surdétermination. Le cas de Kouri montre au contraire que l'enchâssement social de l'économie peut être décrit comme une information réciproque ou une « interaction structurelle » entre les principes sociaux locaux et les dynamiques proprement économiques, notamment lorsqu'elles sont impulsées depuis l'extérieur, c'est-à-dire sur la base de principes et de pratiques exogènes à la société qui les reçoit.

Par ailleurs, la mise en œuvre des principes sociaux ne peut guère être interprétée en termes fonctionnalistes. Dans la situation des migrants peuls, le principe d'accueil des étrangers en tant qu'utiles à la construction de la cité ne semble pas se suffire à lui-même. Il suppose des dynamiques et des éléments qui puissent alimenter la construction de leur utilité aux communautés paysannes. Il y a un lien entre la construction de l'utilité et les systèmes d'échange alors possibles à réaliser à un moment donné. Si bien que

des étrangers peuvent être accueillis et se révéler d'une utilité limitée ou être utiles à un moment puis ne plus l'être à cause d'une évolution des conditions matérielles et sociales (Arnaldi di Balme 2006 : 38-39).

Enfin, je compléterai les hypothèses de Thomas J. Bassett (2002) : la réussite des politiques cotonnières et la diffusion massive des innovations techniques (agriculture attelée, agro-élevage domestique) qui semble en quelque sorte en résulter ne proviennent pas seulement des solutions trouvées par les entreprises pour atteindre leurs objectifs économiques ; elles proviennent aussi des solutions que les paysans trouvèrent pour répondre aux enjeux de construction de la société locale posés par des dynamiques sociopolitiques internes et externes. Des conclusions qui, d'un point de vue méthodologique, invitent finalement à replacer les politiques économiques et institutionnelles de développement rural dans les modalités et les dynamiques locales de construction et de déploiement de la cité.

EHESS, Marseille — Laboratoire Citoyennetés (Ouagadougou).

BIBLIOGRAPHIE

ARNALDI DI BALME, L.

2006 « La grandeur de la cité. Migration et reproduction politique dans trois villages moose de la vallée du Mouhoun (Burkina Faso) », *Études Récit*, 9.

BASSETT, T.-J.

2002 *Le coton des paysans. Une révolution agricole (Côte-d'Ivoire, 1880-1999)*, Paris, IRD Éditions.

BOLTANSKI, L. & THÉVENOT, L.

1991 *Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.

CAPRON, J.

1973 *Communautés villageoises bwa. Mali-Haute-Volta*, t. 1, Paris, Institut d'ethnologie-Musée de l'Homme.

CHAUVEAU, J.-P.

2006 « How does an Institution Evolve ? Land, Politics, Intergenerational Relations and the Institution of the "Tutorat" amongst Autochthones and Immigrant Farmers in the Gban Region (Ivory Coast) », in R. KUBA & C. LENTZ (eds.), *Land and the Politics of Belonging in West Africa*, Leiden-Boston, Brill, miméo.

CHAUVEAU, J.-P., JACOB, J.-P. & LE MEUR, P.-Y. (dir.)

2004 « Gouverner les hommes et les ressources. Dynamiques de la frontière interne », Numéro spécial, *Autrepart*, 30.

CUNY, P.

- 2001 *Quelle gestion locale et décentralisée des espaces boisés au sud du Mali ? L'exemple de la commune de Sorobass*, Bamako, Intercoopération-GDRN-ENGREF-IER-DDC, Cédérom.

DE BRUIJN, M.

- 2000 « Rapports interethniques et identité. L'exemple des pasteurs peuls et des cultivateurs hummbeebe au Mali central », in Y. DIALLO & G. SCHLEE (dir.), *L'ethnicité peule dans des contextes nouveaux. La dynamique des frontières*, Paris, Karthala : 15-36.

DIALLO, Y.

- 1997 *Les Fulbe du Boobola. Genèse et évolution de l'État de Barani (Burkina Faso)*, Köln, Rüdiger Köppe Verlag.
- 1999 « Autour du puits. Paysans, pasteurs et politique de l'eau dans le Gondo-Sourou (Burkina Faso) », in R. BOTTE *et al.* (dir.), *Figures peules*, Paris, Karthala : 373-383.

DIALLO, Y. & SCHLEE, G. (dir.)

- 2000 *L'ethnicité peule dans des contextes nouveaux. La dynamique des frontières*, Paris, Karthala.

FAY, C.

- 1994 « Systèmes de production et d'activités : le Maasina », in J. QUESNIÈRE (dir.), *La pêche dans le Delta central du Niger. Approche pluridisciplinaire d'un système de production halieutique*, Paris, ORSTOM-Karthala-IER : 363-382.

FOK, M.-A.-C.

- 1993a *Le développement du coton au Mali par analyse des contradictions. Les acteurs et la crise de 1895 à nos jours*, Montpellier, Agropolis-CIRAD.
- 1993b *Bibliographie sur le développement du coton au Mali par analyse des contradictions*, Montpellier, Agropolis-CIRAD.

GODBOUT, J.-T.

- 1992 *L'esprit du don*, Paris, La Découverte.

GODELIER, M.

- 1997 *L'énigme du don*, Paris, Fayard.

GUDEMAN, S.

- 1986 *Economics as Culture*, London, Routledge & Kegan Paul.
- 2001 *The Anthropology of Economy : Community, Market, and Culture*, London, Blackwell.

HOCHET, P.

- 2005 *La gestion décentralisée des ressources pastorales de la commune de Kouri : association agriculture-élevage, organisation paysanne et négociation dans le Minyankala, Sud-Est du Mali*, Paris, Éditions du Gret.

HOCHET, P. & JACOB, J.-P.

- (à paraître) « Alain Marie, La coopération décentralisée et ses paradoxes. Dérives bureaucratiques et notabiliaires du développement local en Afrique », recension, *Cahiers d'Études africaines*.

JACOB, J.-P.

- 2003 « Les droits de pêche en plaine inondée dans le Gwendégué (pays winye, centre-ouest du Burkina Faso) », *Dossiers Zones arides*, 121.
 2004 « Gouvernement de la nature et gouvernement des hommes dans le Gwendégué (centre-ouest du Burkina Faso) », *Autrepart*, 30 : 25-43.

JONCKERS, D.

- 1987 *La société Minyanka du Mal : traditions communautaires et développement cotonier*, Paris, L'Harmattan.

KOPYTOFF, I.

- 1987 « The Internal African Frontier : The Making of African Political Culture », in I. KOPYTOFF (ed.), *The African Frontier : the Reproduction of Traditional African Societies*, Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press : 3-84.

MARCH, J. G. & OLSEN, J. P.

- 1989 *Rediscovering Institutions : The Organizational Basis of politics*, New York, The Free Press.

MAUSS, M. (dir.)

- 1985 « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », in M. MAUSS (dir.), *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF (« Quadrige ») : 145-279.

POLANYI, K.

- 1944 *The Great Transformation*, New York-Toronto, Farar & Rinehart.

POUILLON, F.

- 1988 « Cens et puissance. Pourquoi les pasteurs nomades ne peuvent pas compter leur bétail ? », *Cahiers d'Études africaines*, XXVIII (2), 110 : 177-205.

RAMISCH, J.

- 1999 « The Long Dry Season : Crop-livestock Linkages in Southern Mali », *Drylands IIED Issue Paper* 88.

TAMARI, T.

- 1997 *Les castes de l'Afrique occidentale. Artisans et musiciens endogames*, Nanterre, Société d'ethnologie.

WEINER, A. B.

- 1994 *Women of Value, Men of Renown : New Perspectives in Trobriand Exchange*, Austin, University of Texas Press.

RÉSUMÉ

En Afrique de l'Ouest, les systèmes d'activités ruraux peuvent être en partie expliqués par les modalités d'accueil et d'intégration des étrangers. Cependant, en contexte contemporain une telle explication ne peut faire l'économie des politiques de développement du coton menées depuis le début du siècle dernier. Mise en œuvre pour décrire l'émergence de l'agro-élevage dans le sud-est du Mali dans les années 1970, cette double analyse débouche sur des résultats qui font le lien entre les politiques de développement, les migrations pastorales, les systèmes d'échanges et les principes moraux partagés par la société locale. Ces résultats permettent notamment de replacer les faits de développement dans les dynamiques plus vastes de construction locale de la cité.

ABSTRACT

Migrations, Agro-pastoralism and Development among the Minyanka of Southeastern Mali: The Useful Foreigner. — In West Africa, rural activity systems can be partly explained by the different modes in which foreigners/outsideers are received and integrated. However, in the contemporary context such an explanation cannot fail to take into account the various cotton development policies implemented since the beginning of the last century. First used to describe the emergence of agro-pastoralism in Southeastern Mali in the 1970s, this dual analysis leads to results that link development policies, pastoral migrations, exchange systems and moral principles to the foundation of society. These results enable us to place facts of development in the wider dynamics of the building of the city.

Mots-clés/Keywords : Mali, Minyanka, Peul, agro-élevage, cité, coton, mobilité, réciprocité/Mali, Minyanka, Fulani, agro-pastoralism, city, cotton, mobility, reciprocity.